

Retraites , 18 octobre

Riposter ensemble

Le Président de la République veut casser les régimes spéciaux de retraite avant de s'en prendre une nouvelle fois à tous les retraites. Il en fait, en ce dernier trimestre de l'année, le rendez-vous de toutes les revanches contre le mouvement syndical et au delà, contre le progressisme social hérité de la Résistance.

Les revanchards

On le savait, la politique sociale de Sarkozy est cohérente puisque tout est la remise en cause des droits sociaux et des protections sociales et tout va dans la poche - et au renforcement des pouvoirs - des grands patrons.

Mais si le moindre doute subsistait, Denis Kessler l'ancien vice président du MEDEF, nous explique :

" A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 (Libération) et 1952, sans exception. Elle est là, il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance..."

Cela fait bientôt 12 ans, que la droite et le MEDEF rêvent de prendre leur revanche sur les bénéficiaires des régimes spéciaux de retraite qui ne les ont sauvés alors que par une remarquable mobilisation à l'automne de 1995.

Nicolas Sarkozy, le Déroulé du MEDEF, croit pouvoir aujourd'hui sonner impunément la charge.

La vérité sur les régimes spéciaux

Mais de quoi parle-t-on?

Tout d'abord, la plupart des caisses qui ont un régime spécial sont bénéficiaires et non pas déficitaires et elles contribuent par solidarité à abonder des caisses qui ne le sont pas.

Ensuite, elles ouvrent des droits plus importants, mais elles exigent de leurs cotisants des contributions en conséquence qui sont même désormais scindées en deux : la part équivalente au régime général plus une sorte de sur-cotisation.

Enfin, ces caisses représentent 5% de l'ensemble des retraites. Il paraît donc évident que ce n'est pas en les supprimant que l'on va pouvoir agir sur le déficit global de l'assurance vieillesse, ou que l'on va accroître le pouvoir d'achat des retraités.

Patrons et financiers non responsables ?

Ces salariés ne sont en rien responsables ni de la dégradation globale du système de retraites, ni de la précarisation accélérée des emplois, voire de leur diminution, ni de la faiblesse des salaires et du pouvoir d'achat, ni des cadeaux de l'été au patronat (près de 15 milliards d'euros).

Les trente milliards d'euros d'exonérations de prélèvements sociaux annuels pour les patrons, ça ne compte pas? N'est-ce pas une "remarquable" ressource possible? Les 3 milliards de manque à prélever sur les stock-options, ça ne compte pas?



Loi sur l'immigration : c'est aussi la droite pétainiste!

Un jour, au petit matin à l'Assemblée nationale, une forte majorité de députés UMP a voté la quatrième loi en cinq ans, contre les migrants.

Le droit au regroupement familial est subordonné à une sélection par l'argent, à des critères à connotations colonialistes et racistes.

Les étrangers, surtout s'ils sont pauvres, sont accusés d'être de dangereux perturbateurs « d'identité nationale », ils sont d'autant plus suspects qu'ils luttent pour s'en sortir, et acquérir des droits.

Un amendement ignoble institut désormais des tests ADN. Devant l'émotion et les réactions massives dans notre pays mais également dans plusieurs pays africains, le gouvernement à manoeuvré en recul mais a maintenu jusqu'à présent cette disposition honteuse.

Le test ADN, c'est la porte ouverte à l'organisation d'un fichier des migrants, en violation des lois sur la bioéthique en France.

L'acharnement de messieurs Mariani et Hortefeux et ces votes abjects rappellent les heures les plus sombres de notre histoire.

Le Parti communiste français en appelle à la riposte, à la résistance de tous.

Et si les richesses, toutes issues du travail rappelons le, au lieu d'être utilisées pour spéculer et grossir les masses financières parasites, étaient utilisées pour développer l'emploi, les qualifications, les salaires, combien de ressources nouvelles ne se trouveraient-elles pas disponibles pour améliorer les comptes sociaux, les salaires?

Notre pays compte plus de 7 millions de salarié-es pauvres, combien ça coûte à la Sécu, aux caisses de retraite?

Sarkozy escamoteur

Nicolas Sarkozy qui se targue de "parler vrai" est silencieux tant sur les profits que sur les salaires. Pour lui, hormis les salaires en dessous du SMIC (on se demande bien pourquoi des salaires inférieurs au salaire minimum) qui justifieraient d'un rendez-vous salarial annuel, **c'est seulement en travaillant plus que les salarié-es peuvent espérer gagner plus.**

Le MEDEF peut pavoiser comme il le fit à son université d'été: Le Président Sarkozy et la Présidente Parisot sont sur la même longueur d'onde.

L'action, les mobilisations sont indispensables

Avec Sarkozy, la droite à engagé la plus vaste et brutale offensive anti-sociale depuis les décrets loi de Vichy. C'est tout l'édifice social et démocratique hérité du Conseil National de la Résistance qui est en passe d'être démantelé.

Les communistes en appellent aux mobilisations. Le PCF a pris l'initiative d'engager toute la gauche et les écologistes sur la voie de la riposte. Le 29 septembre, toutes ces forces se sont retrouvées dans le refus des franchises médicales et la défense de propositions alternatives de financement des dépenses de santé et de protection sociale.

Et le PCF a immédiatement appelé à contribuer au succès des journées d'actions syndicales et notamment à la journée de grève et de manifestation du 18 octobre .

**FACE A LA DROITE
RIPOSTER
ENSEMBLE
REPRENDRE L'INITIATIVE**

MANIFESTONS **PCF**
PARIS - SAMEDI 27 OCTOBRE
14H00 REPUBLIQUE-JAURES